



HAL
open science

Avant-propos.

Cyril Blondel, Guillaume Javourez, Marie van Effenterre

► **To cite this version:**

Cyril Blondel, Guillaume Javourez, Marie van Effenterre. Avant-propos.. Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, 2015, Habiter l'espace post-yougoslave, 46 (4), pp.7-34. 10.4074/S0338059915004015 . halshs-01727590

HAL Id: halshs-01727590

<https://shs.hal.science/halshs-01727590v1>

Submitted on 9 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

AVANT-PROPOS

Cyril Blondel, Guillaume Javourez, Marie Van Effenterre

NecPlus | « [Revue d'études comparatives Est-Ouest](#) »

2015/4 N° 46 | pages 7 à 34

ISSN 0338-0599

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-revue-d-etudes-comparatives-est-ouest1-2015-4-page-7.htm>

Pour citer cet article :

Cyril Blondel *et al.*, « Avant-propos », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 2015/4 (N° 46), p. 7-34.
DOI 10.4074/S0338059915004015

Distribution électronique Cairn.info pour NecPlus.

© NecPlus. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

AVANT-PROPOS

CYRIL BLONDEL, GUILLAUME JAVOUREZ, MARIE VAN EFFENTERRE

Doctorant en aménagement-urbanisme et en science politique, UMR CITERES, CNRS 7324 ; Université de Tours.

Doctorant en géographie, UMR 7303 Telemme & Aix-Marseille Université.

Doctorante en anthropologie, UMR 8177 IIAC-TRAM, EHESS Paris.

Ce numéro spécial s'inscrit dans les travaux du projet PY, qui vise à constituer un réseau de jeunes chercheurs en sciences sociales travaillant sur les reconfigurations et les mutations ayant cours dans les sociétés et les territoires post-yougoslaves. Ce projet a bénéficié d'une bourse de la MSH Val de Loire de 2012 à 2014, ainsi que du soutien des UMR CITERES et TELEMME pour l'organisation des rencontres de Tours et Aix-en-Provence. Nous tenons à remercier la RECEO, en particulier Stéphanie Cirac, Mirjana Morokvasic et Françoise Daucé pour nous avoir accompagnés dans le processus d'édition de ce numéro spécial. Nous remercions également Olivier Givre, pour ses commentaires bienveillants et ses remarques judicieuses sur l'introduction.

INTRODUCTION : UNE APPROCHE PAR LE QUOTIDIEN ET L'ORDINAIRE POUR DÉPARTICULARISER LE REGARD SUR LES BALKANS

Comment habite-t-on l'espace post-yougoslave aujourd'hui ? Cette problématique volontairement large guide l'ensemble des contributions réunies dans ce numéro. En prenant pour point de référence la notion d'*habiter*, nous proposons d'interroger les processus spatiaux et sociaux eux-mêmes, autant que les manières d'appréhender ces derniers. De la sorte, nous cherchons à contribuer au développement de recherches appartenant au courant critique¹ sur les sociétés et les espaces post-yougoslaves, dans l'idée de compléter les nombreux travaux existants (sans en nier les apports) qui ont analysé et expliqué la région par les nationalismes, l'y réduisant parfois.

En effet, lorsque l'on s'arrête, par exemple, sur les thèses concernant la région déposées dans les universités françaises depuis 2005, outre leur inscription disciplinaire majoritaire dans le champ du droit et de la science politique², on note une concentration des sujets sur deux ensembles parfois liés. Le premier a trait aux questions des nationalismes, des conflits, de leurs conséquences, ou de la justice internationale ; le second relève de l'élargissement européen, de ses mécanismes, de ses enjeux et de ses effets. Cette focale réduite reflète la manière dont les chercheurs (comme les médias) s'intéressent à la région au travers d'un double prisme quasi-identique : le danger potentiel qu'elle continuerait à représenter d'un côté, et sa *normalisation*, son *européanisation* progressive de l'autre³. On en arrive à se demander si cette lecture contribue à la compréhension des phénomènes sociaux et politiques aujourd'hui à l'œuvre. Ce portrait ne serait-il pas réducteur, et

1. Nous entendons par théorie critique, une théorie sociale complète et émancipatrice (s'inscrivant dans le sillage de l'École de Francfort) qui vise à fournir une base théorique à la critique sociale pour mieux comprendre et lutter contre les processus de domination de l'être humain (HORKHEIMER, 1972 ; BOHMAN, 2006).

2. Cinquante-six des cent-douze sujets de thèses comportant le mot Yougoslavie ou yougoslave déposées entre 2005 et 2015 le sont dans ces deux disciplines. On observe des tendances similaires pour les entrées « Serbie », « Croatie » et « Bosnie », cf. www.theses.fr.

3. Un parcours rapide de la presse généraliste internationale (et française en particulier) permet de constater que, d'une part, l'espace post-yougoslave est l'objet de peu d'articles, et que ceux-ci sont concentrés principalement sur deux sujets : les processus d'intégration européenne et de *démocratisation* (*Le Monde*, 2013 ; *New York Times*, 2013) et les tensions interethniques (*Libération*, 2015).

n'en dit-il pas au moins autant sur le phénomène observé (les mutations post-yougoslaves) que sur ceux qui le produisent ?

Face à ce constat, nous proposons en premier lieu une prise de distance ontologique, pour offrir une lecture complémentaire plus compréhensive des reconfigurations socio-spatiales en cours dans les espaces post-yougoslaves. Le second enjeu est épistémologique. Il s'agit d'élargir une grille de lecture souvent cognitivement biaisée par des tropismes nationalistes⁴ et par le nationalisme méthodologique⁵, afin d'essayer de mieux rendre compte de modes d'habiter qui témoignent de rapports socio-spatiaux relevant d'autres changements, d'autres permanences, d'autres ancrages que l'Etat et la nation, à l'œuvre dans la région. Nous suivons ainsi l'appel d'Ildiko Erdei qui, dès 2009, notant une certaine fatigue dans le regard des chercheurs sur cet espace, invitait à élargir le spectre des recherches :

If the previous period was marked by the rule of the *nationalism/antinationalism* analytical vocabulary and explanatory paradigm, then the time came to brake that paradigm for the sake of different explanations and more profound understanding of the postwar, post-Yugoslav, postsocialist experience of the newly born societies.

(Erdei, 2009, 82).

C'est dans cette perspective que se place ce numéro spécial, comme une tentative de participer d'un regard réorienté et ré-aiguisé sur cet espace, dans l'intention de proposer des lectures complexes et ancrées dans d'autres aspects du terrain pour appréhender par le bas et sur le temps long les relations individuelles et sociales entre humain(s) et environnement(s) – d'où le recentrage sur la notion d'habiter précisément. Nous nous inscrivons de la sorte dans la continuité d'un ensemble de travaux critiques en anthropologie, ethnologie, histoire, sociologie développés depuis plus d'une décennie par des chercheurs principalement basés à Belgrade, Zagreb ou Manchester. Par leur focale sur

4. C'est-à-dire qui fait des ethno-nationalismes le seul (ou le principal) facteur de changement social dans la région.

5. Dans les trois formes identifiées par Speranta Dumitru : stato-centriste (accorder une prééminence injustifiée à l'État-nation dans les sciences sociales), groupiste (identifier la société à la société d'un État-nation), territorialiste (comprendre l'espace comme naturellement divisé en territoires nationaux) (Dumitru, 2014, p. 18). S. Dumitru souligne à raison que quasiment aucune recherche n'évite les trois à la fois.

l'ordinaire et le quotidien⁶, ils cherchent à capter un faisceau plus vaste et complexe de pratiques et de représentations socio-spatiales, incluant les conflits des années 1990 sans tout y réduire (Duda, 2010 ; Jansen, 1999 ; Naumović, 2005, 2006 ; Rihtman-Auguštin, 2004 ; Radović, 2008 ; Simić, 2006, 2009 ; Spasić, 2004, 2011).

Ce faisant, ce numéro spécial cherche également à interroger les manières de faire la recherche en sciences humaines et sociales dans et sur l'espace post-yougoslave. Stef Jansen rappelle à juste titre que la tendance à traiter l'espace post-yougoslave comme un sous-champ à part, régi par des thèmes précis, est perpétuée par des stratégies institutionnelles de financement et de recherche dans lesquelles les universitaires sont amenées à s'inscrire (Jansen, 2015, p. 39). En dépit de leurs apports, les travaux académiques développent encore trop souvent des analyses surplombantes et normatives, teintées d'un rapport de domination, qui s'apparente à une forme « d'impérialisme scientifique » (Čapo, 2014 ; Hann, 2012)⁷. Cette perspective conduit à juger des transformations de l'espace post-yougoslave en termes de rattrapage d'un supposé retard de développement, d'un supposé déficit de modernité, au regard d'un espace ouest-européen alors idéalisé.

Afin d'éviter cet écueil, nous proposons de reconsidérer les changements socio-spatiaux à l'œuvre dans une perspective plus large qui intègre davantage d'autres logiques, valeurs, solidarités et mouvements, politiques, économiques et/ou sociaux⁸ – par exemple les reconfigu-

6. Cette approche n'est pas nouvelle. En 1980, Michel de Certeau invitait à approcher le quotidien en se soustrayant à la raison technicienne comme l'« homme ordinaire » qui, à sa manière, se réapproprie l'espace et son usage par ses façons de faire, de résister et de détourner les objets et les codes, inventant ainsi le quotidien (Certeau *et al.*, 1980). Jean-Bernard Racine et Claude Raffestin prônaient aussi, dès 1983 une approche géographique critique de la quotidienneté qu'ils considéraient comme un « hyper espace » (RACINE & RAFFESTIN, 1983, p. 327).

7. Observable dans les analyses des relations ouest/est européennes dans le cadre de l'élargissement (BET, 2006 ; ÖHLÉN, 2013), ce que Maria Todorova a résumé, dans le cas plus spécifique des relations ouest/sud-est européen, sous le terme de balkanisme (2011).

8. Mouvements qui comportent des similitudes avec des phénomènes synchroniques et diachroniques ayant (eu) cours dans ce qui est communément appelé Europe de l'Est ou de l'Ouest, et qui pourraient justifier des comparaisons qui contribueraient à relativiser, ou du moins à discuter le trop souvent présupposé particularisme post-yougoslave et est-européen (BOATČA & COSTA, 2010).

rations liées au passage d'une économie planifiée à une économie de marché⁹. Par ce biais, il s'agit aussi de réinvestir la dimension spatiale du post-yougoslave afin de mettre en lumière l'impact de ces changements sur les espaces concernés, mais également sur la façon dont les formes et pratiques spatiales héritées peuvent influencer les évolutions post-yougoslaves.

Difficiles à concilier à première vue, ces changements s'entremêlent sans cesse. La conscience de cette multiplicité et ses apparentes contradictions nous conduisent à repenser nos approches conceptuelles, méthodologiques et empiriques dans le but de mieux appréhender la complexité des phénomènes ayant cours dans les sociétés et les espaces post-yougoslaves. Et ce, en gardant une certaine réflexivité par rapport à l'approche que nous proposons. Est-ce que l'accent mis sur les formes anodines, quotidiennes et vécues de l'habiter permet de déplacer le regard vers d'autres modalités du social et du politique et si oui lesquelles ?

Dans cette perspective de décentrement du « mythe » ex-yougoslave, nous avons organisé en juin 2012 à Tours, puis en janvier 2013 à Aix-en-Provence, deux séminaires d'études réunissant des jeunes chercheurs travaillant sur cet espace. Notre intérêt pour l'ordinaire et le quotidien a également été à l'origine de ces journées au cours desquelles nous avons discuté de la question de l'habiter, et de ses différents modes au sein de l'espace post-yougoslave ; du « faire avec » l'Europe ; et enfin, sur l'intérêt de ces concepts pour interroger l'évolution des rapports homme(s)-espace(s) dans le Sud-Est européen.

Ce numéro spécial, consacré à la thématique de l'habiter, réunit les contributions d'une partie des auteurs présents lors de ces journées. Il tente de répondre, de diverses manières, à l'ambition théorique du décentrement. D'abord, en engageant un dialogue pluridisciplinaire entre jeunes chercheurs de divers horizons, mais pour beaucoup issus et/ou formés au Sud-Est. Ensuite, en approchant les reconfigurations sociales, spatiales et/ou politiques en cours, à partir d'observations et d'analyses récentes ancrées dans le terrain. Enfin, en montrant un souci méthodologique partagé pour les situations et les pratiques concrètes, les expériences quotidiennes aussi bien que les transformations socio-

9. Sur ce sujet, voir les travaux de Chiara Bonfigliani (2014), Ildiko Erdei (2011) et Miladina Monova (2015).

spatiales au long cours, de l’habiter. Leur réunion ici procède d’une intention plus profonde : contribuer à une recherche renouvelée de, et sur, l’espace post-yougoslave ; une recherche probablement plus sensible à la complexité des transformations récentes et actuelles des sociétés concernées ; une recherche également moins ouest-européocentrée.

Avant de présenter les articles, il nous paraît important d’engager une discussion sur les termes qui sont à la base de notre réflexion. Pourquoi utiliser celui de « post-yougoslave » et non d’« ex-yougoslave » ou de « post-socialiste » ? Qu’entend-on par habiter et en quoi cette focale participe, selon nous, à une meilleure intelligibilité des situations contemporaines de la région ?

1. PRÉCISIONS CONCEPTUELLES

1.1. L’ESPACE POST-YOUGOSLAVE : UN ENSEMBLE FLUIDE

Dans la continuité du « post-socialisme » et des syntagmes en « post- », le terme post-yougoslave apparaît depuis une décennie comme de plus en plus prédominant dans les recherches consacrées à la région¹⁰. Il est notamment employé dans la littérature scientifique anglophone et locale, par contraste avec ses usages plus épisodiques dans la littérature francophone (Rupnik, 2004 ; Roux, 2004). Bien que jamais réellement défini, il semble renvoyer à un espace-temps d’après la dissolution du pays, mais sans précisions épistémologiques ou ontologiques sur la manière d’aborder celui-ci (Duraković & Matošević, 2013). Comme le souligne Anne Madelain (2013), il se fond – ou se confond – souvent avec le post-socialisme dont il est présenté *a minima* comme une déclinaison, ou comme une expression particulière. De son côté, la philosophe Rada Ivekovic est l’une des rares à avoir noté l’émergence du terme au début des années 2000, soulignant l’appétence des chercheurs inscrits dans le champ des études culturelles sur le Sud-Est européen (Ivekovic, 2007, p. 31).

C’est dans cette optique que nous souhaitons discuter de la variété de positionnements (dont le nôtre) à l’égard de ce terme¹¹. En regard de

10. Nous reprenons ici le terme “région” dans le sens qu’il a acquis sur le plan local, c’est-à-dire l’espace post-yougoslave.

11. Les contributions à ce numéro témoignent d’ailleurs de cette diversité

l'approche dominante, centrée sur les conflits et le processus d'adhésion à l'Union européenne, notre proposition de parler d'espace post-yougoslave – basée sur l'étude des recompositions locales, qui accordent autant d'importance à la permanence qu'au changement – ne va pas forcément de soi. En effet, qu'est-ce qui relie, sinon un passé commun s'éloignant de plus en plus, des anciennes républiques yougoslaves aujourd'hui indépendantes telles que la Slovénie ou la République de Macédoine ? La première, membre de l'UE depuis 2004, est présentée comme le bon élève de l'intégration européenne. L'autre, comme perpétuellement soumise à d'importantes phases d'instabilité politique et bloquée dans son avancée vers l'adhésion à l'Union européenne.

Malgré le chemin parcouru depuis 1991, parler de post-yougoslave revient à considérer le maintien d'un large champ commun dans lequel il est possible d'effectuer des comparaisons¹². Sans nier les différences actuelles, à travers ce choix l'on saisit des expériences et des héritages communs (Todorova, 2011) permettant de comprendre le présent au prisme d'un passé supposé partagé en partie. Plus concrètement, cela signifie que, malgré les conflits, il existe des réminiscences culturelles yougoslaves, repérables par exemple dans des références musicales ou littéraires partagées ou parfois disputées (Archer, 2012), des proximités linguistiques (de l'intercompréhension au plurilinguisme), des liens familiaux ou amicaux qui, pour une partie des habitants de cet espace, transcendent les limites ethno-nationales. C'est aussi intégrer à l'analyse d'autres phénomènes concurrents des nationalismes, pour mieux en questionner l'ampleur et la teneur, sinon en contester l'usage systématique et dominant.

On peut penser au terme de yougosphère suggéré notamment par Tim Judah (2009) pour décrire la nouvelle réalité des liens unissant les ex-républiques yougoslaves et les relations particulières que leurs habitants continuent à entretenir¹³. On peut également penser à la yougonostalgie, ressource discursive exprimant un sentiment de tristesse

terminologique.

12. Sur ce point, rappelons l'affirmation d'Humphrey au sujet du maintien du post-socialisme comme catégorie d'analyse (HANN, HUMPHREY & VERDERY, 2001).

13. En raison de leurs trajectoires familiales, politiques et/ou géographiques, certains d'entre eux continuent à utiliser, ou revendiquent, l'auto-dénomination « yougoslave ».

face à l'éloignement d'un passé récent, parfois identifié à une relation idéalisée avec un « âge d'or révolu (...) ce passé où on vivait mieux », comme le décrit le *Courrier des Balkans* dans son enquête sur le phénomène en 2012 (Dérens, 2012)¹⁴.

La différence entre ex- et post- yougoslave se situe bien là. Quand le premier évoque la rupture et un passé révolu, le second suppose un lien qui permet de mieux comprendre des parallélismes apparents dans certains processus sociaux, spatiaux et/ou politiques contemporains depuis l'éclatement de l'ancienne fédération, tout en ne niant pas les possibles (et réelles) différences d'un État, mais aussi d'un groupe ou d'un individu, à un autre. Car user du terme post-yougoslave, c'est aussi ne pas considérer la structuration ethno-étatique, ni le socialisme, comme le seul prisme à disposition pour appréhender les rapports sociaux, afin d'englober un temps plus long, notamment celui du projet politique d'un État commun pour les « Slaves du sud », mais aussi les projets impériaux qui l'ont précédé et sur les ruines desquels il s'était alors établi. C'est ainsi reconnaître qu'en réalité, les temporalités se chevauchent :

In reality, such periodizations overlap, often within the same social interaction, personal narrative or public performance. Our research shows that these multiple temporalities are mobilized as metadiscursive frames, affecting states and forms of political persuasion.

(Gilbert, Greenberg, Helms & Jansen, 2008, p. 11).

De la sorte, il nous semble que le terme post-yougoslave, dans la manière plurielle et non-excluante dont nous venons de le définir, échappe, espérons au moins en partie, aux limites normatives pointées à propos d'autres post- (post-socialisme, post-colonialisme ou post-conflit) et d'autres concepts qui leur sont liés comme celui de transition¹⁵ (Escobar, 1995 ; Burawoy & Verdery, 1999 ; Doyon & Brotherton,

14. Le passé socialiste peut ainsi être perçu comme une période de référence en termes de « normalité » du quotidien. Voir Jansen (2005, 2006, 2015) ainsi que Simić (2009) et Greenberg (2011).

15. Ayant émergé au moment de la chute des régimes socialistes d'Europe de l'Est, le discours de la transition a constitué une mise en récit simplificatrice et réifiante du progrès et de la modernité et sous-tend un jugement de valeur, l'idée que les « post » devaient rattraper leur déficit de développement ou de modernité, une sorte de « *temporal othering* » qui servirait la domination de ceux qui définissent les valeurs et les normes-modèles (KOOLBAK & MARLING, 2014, p. 332 ; FABIAN,

2008 ; Suchland, 2011 ; Tlostanova, 2012 ; Koobak & Marling, 2014). Il sert ainsi à traduire l'hybridité plutôt que la dichotomie, la synchronie plutôt que la diachronie. Il est pensé à rebours des nationalismes pour qualifier (1) un moment volontairement imprécis, celui du temps d'après la dislocation de l'entité politique dénommée Yougoslavie (en postulant la survivance et la fluidité de certaines idées qui lui sont liées) ; (2) un espace défini par des pratiques humaines également flou, des territoires et des sociétés aux histoires et représentations souvent communes, dont les proximités et les échanges socio-spatiaux perdurent parfois, évoluent et se redéplient.

Le terme fait moins ressortir les ruptures que les persistances et les résistances, sans postuler les rails d'une progression linéaire ou d'une dispersion spatiale homogène. Au contraire, il souligne les simultanéités et les divergences, sans non plus sous-entendre un objectif, un modèle, nécessairement meilleur, prétendument plus démocratique. Il fait ainsi écho aux stratégies discursives mises en place par les habitants de cet espace, autant incluant qu'excluant, pour traduire les ambiguïtés de la nouvelle réalité politique et sociale : le « normal » comme passé et aspiration (Jansen, 2015, p. 38), la « région » comme espace aux limites variables, les « nôtres » et « notre langue » aux contours plus ou moins fixes et changeants en fonction du contexte, surpassant les catégorisations administratives et institutionnelles.

Cette base spatio-temporelle forme les contours d'une approche ethnogéographique que nous imaginons ainsi à même de produire potentiellement un savoir à la fois relatif et ouvert mais aussi localement ancré¹⁶. Il ne s'agit pas ici de promouvoir un « exceptionnalisme yougoslave »

2014). Le reproche principal fait au concept de transition alors est qu'il ne parvient pas à rendre suffisamment « compte de l'hétérogénéité et de la complexité de ces sociétés, ainsi que de la fluidité existant parmi et entre les réalités des mondes socialistes et postsocialistes » (DOYON & BROTHERTON, 2008, p. 8).

16. Dans le sens des recommandations formulées par Horschelmann et Stenning : "An ethnography that views 'place' not as given but as needing to be traced and as historically changing is able to answer some of the difficult demands of researching the trans-local flows and connections in which most lives are enmeshed globally, but can nonetheless locate itself along particular intersections, thus maintaining awareness of positionality and not eroding the difference that space makes." (2008, p. 355).

dont le spectre des thématiques aurait été simplement étoffé¹⁷, mais d'appréhender des ensembles de phénomènes et de pratiques qui ne seraient pas compréhensibles sans prendre en compte l'ensemble de cet espace et leur passé commun.

1.2. L'HABITER : PENSER LE POLITIQUE, L'ESPACE ET LE QUOTIDIEN

La notion d'habiter a cela de commode qu'elle permet d'aborder les relations des individus et groupes d'individus avec leurs espaces de vie de manière plus anthropologique que sociologique, géographique ou politique.

À l'origine, et ce n'est pas notre approche ici, la question de l'habiter est liée au travail d'Heidegger (1958), pour lequel habiter est le propre de l'humain : « le verbe habiter (*wohnen*) signifiant être-présent-au-monde-et-à-autrui » (Paquot, 2007, p. 13). Cette vision première renvoie au versant ontologique de l'être-là, à l'« habiter comme fonction essentielle de l'être, un être toujours déjà là, localisé spatialement et temporellement, impliqué dans une situation et un contexte » (Bailleul, Feildel & Thibault, 2012, p. 246). L'humain est déjà là, il est même d'abord là. Il ne s'agit donc pas de nier les différentes dimensions (temporelle, spatiale, sociale ou politique) de l'existence humaine, mais, de manière totalement artificielle, de les positionner comme secondes pour celui ou celle qui tenterait de les comprendre.

Si cette considération première a rencontré un certain succès y compris dans l'analyse des conflits yougoslaves (Sivignon, 1993), elle a depuis été discutée et remise en question. Elle présente en effet différentes limites, en particulier « la survalorisation du sujet au détriment du social, la perspective rurale où la proximité et le local ont une valeur positive, toujours postulée, jamais démontrée, le rejet du lointain et de l'ailleurs dans la sphère du dangereux » (Stock, 2003, p. 3). Pour éviter de tels écueils, nous nous inscrivons ici dans une compréhension de la notion d'habiter qui la situerait en articulation avec d'autres notions

17. Car nombre des processus contemporains que nous proposons de réintégrer semblent en fait assez communs : remise en cause des logiques statonationales, globalisation des économies, fragmentation des projets nationaux, importance croissante de formes de vie individualisées...

proches, celles de spatialité¹⁸ ou de territorialité¹⁹. Nous nous intéressons à la manière dont l'individu agit dans, et fait avec, l'espace et la société – pas seulement à la manière dont il est là. Nous entendons ici ne pas négliger « l'interdépendance des pratiques et de la socialisation ainsi que, plus généralement, l'inscription de l'individu dans une société Monde qui le dépasse, mais l'inclut » (Stock, 2003, p. 2).

En outre, nous ne défendons pas ici une acception de l'habiter qui l'érigerait comme une approche (illusoirement) neutre des relations Homme-milieu. Car il nous semble que l'espace est plus qu'un simple support (Isin & Rygel, 2007), c'est « un espace que l'on fabrique, que l'on construit, que l'on utilise, un espace que l'on peut à l'inverse subir, quelque chose qui nous fait corps » (EhEA, 2008, p. 7). La question de l'habiter devient celle du « rapport aux lieux géographiques, aux agencements spatiaux, à la distance et au mouvement [aussi à l'immobilité], mais aussi par ricochet, à Soi et à l'Autre » (Stock, 2003, p. 2)²⁰.

Pour appréhender l'habiter dans sa diversité et à la fois tenter d'identifier une ou des vue(s) d'ensemble, plusieurs auteurs suggèrent alors de s'intéresser aux modes d'habiter, que Laurent Cailly et Rodolphe Dodier définissent comme « l'ensemble des dispositions et des pratiques qui régissent les rapports à l'espace, la façon d'être mobile ou les identités spatiales afférentes » (Cailly & Dodier, 2007, p. 68). Prendre en compte les modes d'habiter revient ainsi à observer, analyser le rap-

18. Michel Lussault définit la spatialité comme « l'activité permanente qui résulte de l'existence de la séparation et des distances » (LUSSAULT, 2014, espacetemps.net). Pour Laurent Cailly, le terme de spatialité englobe « les différentes configurations produites (territoires, lieux, réseaux) et les diverses formes de rapport aux lieux, à partir desquels un individu constitue son identité géographique » (CAILLY, 2009, p. 156).

19. Claude Raffestin définit la territorialité comme « l'ensemble des relations qu'une société entretient non seulement avec elle-même, mais encore avec l'extériorité et l'altérité » (RAFFESTIN, 1997, p. 165).

20. Notre définition se distingue de celle proposée par Michel Sivignon, un des rares chercheurs à avoir utilisé ce concept dans le contexte post-yougoslave, lorsqu'il le décrit comme à la fois « demeurer, posséder, construire et vivre en symbiose avec un espace concret » (SIVIGNON 1993, p. 215). Notre conception diffère en particulier sur ce dernier point, lequel pré-conditionne les interactions Homme-espace comme nécessairement à visée symbiotique, alors que nous postulons au contraire qu'elles peuvent également tout autant être asymbiotiques. Mais cette différence conceptuelle ne remet pas en cause l'intérêt du travail de Michel Sivignon sur l'espace post-yougoslave, que nous mobilisons ici.

port des habitants aux lieux qu'ils habitent, c'est-à-dire les « principes d'organisation, d'autodétermination, de structuration de cette manière d'être-là » (Bailleul, Feildel & Thibault, 2012, p. 246). Ces pratiques habitantes sont diversifiées dans leurs usages. Foisonnantes, elles « créent sur le même espace (...) une multitude de combinaisons possibles entre les lieux anciens (...) et les situations nouvelles » (Certeau, Giard & Mayol, 1980, p. 201).

Entendu comme manière d'agir de l'individu dans un environnement, l'habiter est donc un phénomène « complexe », « difficile à cerner », car les modes d'habiter sont « à la fois des arrangements matériels et idéels de la représentation et de la pratique du monde » (Bailleul & Feildel, 2011, p. 25). Mais une entrée par l'habiter, tel que défini ici, permet de lire l'espace comme une « expérience vécue (...) un lieu de vie investi physiquement mais aussi symboliquement par ses occupants » (Vassart, 2002, p. 9). Ces relations individuelles et sociales entre femme(s)/homme(s) et espace(s) s'appuient sur des dynamiques personnelles, collectives et culturelles, à l'origine « d'une variété très riche de significations du chez-soi » (Vassart, 2002, p. 9). C'est sur la base de cette conception de l'habiter que nous avons bâti ce numéro spécial.

1.3. MOBILISER L'HABITER DANS LE CONTEXTE POST-YOUGOSLAVE

Les changements et les permanences structurels tout comme les héritages sociaux et historiques forment à la fois des éléments constitutifs et contextuels de la manière dont la vie quotidienne des individus et les rapports à l'espace des habitants évoluent ou perdurent, et participent simultanément de ces changements, ou des résistances aux changements, qui les impactent. Prenant pour point de référence les expériences ordinaires, les formes du quotidien et les multiples arrangements au fil desquels les individus composent, négocient ou transforment leur monde, la notion d'habiter permet d'échapper au piège d'une position trop centrale des questions ethno-nationales et du post-conflit.

Néanmoins, mobiliser la notion d'habiter n'en revient pas pour autant à nier ou occulter ses dimensions conflictuelles. Comme le soulignait Sivignon, c'est en effet le « droit d'habiter (une maison, un village, une vallée) » qui était au centre des conflits en ce sens qu'il s'agissait de récupérer son territoire, ou si cette récupération était impossible, de le rendre « inhabitable » (Sivignon, 1993, p. 216). En d'autres termes,

la finalité des projets nationalistes était de rassembler territorialement la nation, en affirmant « comme siens les territoires où elle est majoritaire, éventuellement aussi d'autres où elle le fut ou prétend l'avoir été dans le passé, d'autres sur lesquels elle prétend avoir des droits historiques » (Roux, 1997, p. 20). C'est bien la légitimité de l'ancrage territorial qui était au cœur des conflits. Elle est contestée aux autres, à ceux qui habitent soi-disant indûment son territoire : « on ne s'en prend pas dans cette affaire à telle ou telle catégorie de population en tant que telle mais dans la mesure seulement des liens durables qu'elle entretient avec un territoire » (Sivignon, 1993, p. 216). Effacer l'autre conduit alors également à effacer les signes qu'il a produits lorsqu'il habitait ce territoire, pour éviter que les habitants chassés ne s'en recommandent pour justifier leur retour.

Un autre moyen utilisé fut de produire des nouveaux signes, les siens, nationaux mais aussi parfois religieux. La remise en question progressive du système socio-économique et politique socialiste après la mort de Tito en 1980 a également accompagné la montée en puissance des revendications d'indépendance slovène et croate durant cette décennie. La rupture avec l'autogestion s'est traduite par la mise en place d'un processus de privatisation engagé dans la loi fédérale d'août 1990, puis poursuivi dans les lois croate et serbe en 1991 (Drouet, 1992, p. 82). Il faut à cet égard s'écarter de l'idée d'une rupture totale. À titre d'exemple, si la privatisation des logements et de la terre n'est encadrée légalement qu'à partir du début des années 1990, la terre est déjà privée à 85 % à la fin des années 1980 (Drouet, 1992, p. 83). Plus que de transition, il faut donc resituer les changements politiques et sociaux des années 1980 et 1990 dans un *continuum* plus large d'évolutions permanentes entamées, dans le cas précis de l'auto-gestion, dès le changement constitutionnel de 1974. Si les conflits et l'effondrement du régime socialiste et de l'organisation confédérale sont des mutations brutales, ces phénomènes n'en sont pas moins discontinus dans des espaces-temps devenant irrémédiablement mais irrégulièrement post-yougoslaves, c'est-à-dire à la fois plus vraiment, mais encore un peu, yougoslaves.

Au-delà du simple passage du contrôle étatique et collectif à la propriété privée, le changement de modèle économique dominant, en faveur du capitalisme néolibéral, a eu des conséquences beaucoup plus

larges, non seulement économiques, mais aussi sociales et culturelles. Ildiko Erdei parle d'un processus complexe dans lequel se rencontrent les cultures des affaires et de l'organisation de l'Ouest et de l'Est et au travers desquelles sont réexaminées et révisées les catégories culturelles de base telles que le temps, l'idée de l'être, le concept de production, le travail, les questions de responsabilité, de liberté, de créativité et d'indépendance (Erdei, 2011, pp. 82-83). Elle constate ainsi l'apparition d'une nouvelle catégorie d'individus sociaux, supposés incarner le nouvel ordre socio-économique capitaliste dont ils profitent et qu'ils tendent à reproduire.

Ces évolutions sociales importantes s'inscrivent également dans l'espace, dans le rapport qu'ont les individus et les groupes à ce dernier. Les formes de l'habitat et les modes d'habiter évoluent. L'étalement urbain, dans les pays issus de la dissolution de la Yougoslavie, présente à la fois des similarités frappantes (dans le refus des autorités publiques de gérer cette question) et des différences réelles (notamment formelles) avec des phénomènes similaires se déroulant ailleurs en Europe. Ainsi, ces changements dans la vie quotidienne se traduisent surtout par la créativité et l'adaptabilité des acteurs socio-économiques et plus largement des habitants qui maintiennent pourtant souvent leur confiance dans leurs ressources culturelles traditionnelles et dans leur entourage, en particulier quand ils sont confrontés aux problèmes émergents d'une socialité déclinante et d'un Etat qui inspire peu confiance dans le contexte de la transformation post-socialiste (Hann, 2005, p. 549), mais qui en même temps est idéalisé et espéré (Jansen, 2015).

La question de l'habiter, et plus largement des modes d'habiter l'espace post-yougoslave nous semble donc être une focale pertinente pour décentrer notre regard et observer les reconfigurations socio-spatiales contemporaines post-yougoslaves au-delà de la focale « nationalismes vs. adhésion européenne ». En partant de l'individu et de l'évolution de ses pratiques et de ses représentations après la chute de la Yougoslavie, la notion nous permet d'interroger et d'essayer de mieux comprendre les phénomènes actuels et multiscalaires en cours dans cet espace aux contours géographiques et temporels flous. En nous permettant de nous décentrer de la question des conflits, cette approche oriente notre attention sur les conséquences de ce basculement tout en gardant à l'esprit la fluidité des mondes yougoslaves et, donc, post-yougoslaves.

2. PRÉSENTATION DU NUMÉRO

Les contributions à ce numéro répondent de plusieurs manières aux interrogations précédemment soulevées. Issues de la géographie, de l'histoire de l'art, des études urbaines, de l'architecture et de la sociologie, elles se distinguent à la fois par les zones et les régions décrites : environnement rural ou côtier, zones péri-urbaines, capitales et villes moyennes, localisées en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, au Kosovo²¹ et en Serbie.

Ces espaces, malgré leurs disparités, ont en commun l'expérience de reconfigurations radicales et sans précédent par leur rapidité : d'une part avec les guerres qui ont violemment marqué le territoire ex-yougoslave, d'autre part avec la fin du projet politique socialiste autogestionnaire, qui représente désormais pour une majorité des acteurs une période de référence en termes de « normalité ».

Négliger cet aspect, c'est donc passer à côté des *conditions* qui soutiennent ce que signifie habiter l'espace post-yougoslave. Celles, d'une part, dont les habitants de la région font ou ont fait l'expérience ; et celles, d'autre part, qui nous permettent de les saisir et de les appréhender. Face à un paysage bouleversé, les habitants de l'espace post-yougoslave ont donc connu, avec une intensité plus ou moins forte, un ensemble de transformations spatiales et de la relation qu'ils entretiennent avec lui ; destructions du bâti, mouvements et dispersions de populations, modification drastique des conditions d'habitat et de l'urbanisme, mesures prises à l'encontre des édifices identifiés comme socialistes, endommagement des infrastructures, reconfiguration des quartiers et du voisinage.

En parallèle, l'ouverture des nouveaux États au capitalisme – annoncée par les mesures prises vers la fin de la période socialiste – voit émerger de nouveaux acteurs et de nouvelles pratiques : agences internationales de développement états-uniennes, du Golfe ou de l'Union européenne, privatisations, modifications législatives relatives à l'économie ou à l'aménagement du territoire. Ces transformations ne constituent pas une simple toile de fond. Au contraire, comme le montrent les

21. Un article consacré aux mutations contemporaines du komsiluk au Kosovo était prévu dans ce numéro (Arber Shtembari, « Les deux corps du Voisin : Komšiluk et sociologie de l'État au Kosovo »). Il sera publié dans un numéro ultérieur.

auteurs de ce numéro, elles affectent les relations des habitants à leur environnement et les modes d'habiter.

Pour ce numéro, nous avons fait le choix de nous dégager d'une présentation linéaire ou groupée des contributions. En effet, les thèmes abordés par les six auteurs se croisent, se recoupent, certains avec plus de persistance que d'autres – s'apparentent, se distinguent aussi, empêchant toute tentation de lissage. Notre objectif est ici de définir les moyens d'y circuler tout autant que de dessiner, sans les figer, les contours de l'habiter dans l'espace post-yougoslave, d'abord en s'attachant aux dimensions sociales et spatiales de l'habiter, avant de les articuler aux préoccupations et aux aspirations des acteurs - entre émotion et politique, et en élargissant la réflexion sur ce que l'habiter dit aussi, frontalement ou en creux, sur le rôle et le rapport à l'Etat, les politiques publiques et les questions de temporalités.

2.1. HABITER : SOCIALITÉ ET SPATIALITÉ

Discutant la manière dont ses interlocuteurs sarajéviens définissent leur « maison » (*home*), Gruia Badescu souligne le caractère double qu'elle revêt : dépassant les limites matérielles de l'habitat, l'habiter vient englober l'environnement dans lequel ses habitants s'inscrivent.

À travers l'ensemble des contributions et les recherches empiriques sur lesquelles elles se basent, cet environnement apparaît en effet doublement défini par ses dimensions sociales et spatiales. C'est ainsi que pour une Sarajéviennne (G. Badescu), la maison n'est pas uniquement l'appartement dans lequel elle vit (un abri), mais vient inclure l'ensemble des relations qu'elle a construit à l'échelle de son quartier (la communauté) suite à une période de mobilité. Ces changements dans les pratiques de voisinage viennent s'articuler à l'émergence de nouvelles pratiques post-conflit (*alcohol free zones* à Sarajevo, par exemple) qui font de certains espaces de la ville le foyer (*home*) de certains groupes plutôt que d'autres.

Si l'habiter implique une attention au voisinage, à la communauté et au vivre-ensemble, il n'est pas étonnant que cette attention ait été dévolue à Sarajevo, contexte particulièrement marqué par une politisation des identités et par une reconfiguration radicale et violente du tissu social. La contribution d'Ivana Katuric et de Mišo Kapetanovic permet d'apporter un éclairage supplémentaire. En abordant les dissensions

esthétiques à l'œuvre entre membres de l'ancienne classe moyenne yougoslave, acquise au modernisme, et les petits promoteurs (*privatnici*) et propriétaires d'habitations individuelles, ils renouvellent non seulement l'approche des discours sur l'urbanité qui traverse les sociétés post-yougoslaves souvent polarisées et réduite à une opposition entre rural et urbain, prégnante dans les discours quotidiens et médiatiques, mais mettent aussi en évidence que l'habiter inclut d'autres relations que le voisinage immédiat ou la gestion de rapport inter-ethniques. À travers les médias et les façades de maisons, s'instaure certes une dispute, mais qui révèle une réflexion sur l'habiter d'ordre esthétique et social.

Ainsi, les relations sociales ne peuvent être appréhendées sans que ne soit pris en compte l'espace dans lequel elles se jouent et dont elles sont pour partie le produit. La Yougoslavie socialiste avait fortement investi l'architecture et l'urbanisme : conçus comme l'incarnation des idées majeures du projet politique yougoslave, socialiste et autogestionnaire (V. Putnik), et avant tout celle de modernisation qui en constituait l'épine dorsale (I. Katurić et M. Kapetanović), ils se confondent avec le modernisme. Le bâti – qu'il s'agisse de bâtiments institutionnels ou à vocation économique, de monuments aux morts ou de complexes sportifs – vient ainsi baliser l'ensemble du territoire yougoslave. Identifié comme l'expression du pouvoir socialiste, le bâti subit des destructions intentionnelles ou « collatérales », pendant la guerre. Après-guerre, il fait l'objet de stratégies, parfois consécutives, d'abandon, de transformation ou de destruction ; il est éventuellement remplacé par de nouveaux marqueurs. C'est ce dont rendent compte les contributions respectives de Vladana Putnik, Taïka Baillargeon et Patrick Naef. Les monuments dédiés aux partisans ou civils morts pendant la Seconde Guerre mondiale, conçus comme des symboles d'unité et de célébration du pays, sont pour la plupart négligés par les États successeurs, lorsqu'ils ne sont pas simplement détruits (V. Putnik, P. Naef). Cette ambiguïté, que décrit également Taïka Baillargeon dans l'article qu'elle consacre au *Generalštab* à Belgrade, sévèrement endommagé suite aux bombardements de l'OTAN en 1999, témoigne d'une certaine confusion, caractérisée par l'absence ou le foisonnement de décisions, et l'attente de transformations.

L'architecture et l'espace urbain de l'après-guerre ne peuvent cependant être résumés à l'état de semi-abandon de certains édifices.

Souvent spectaculaire (à Belgrade, Vukovar notamment), cet état d'abandon partiel ou total (observable par ailleurs dans de nombreux autres espaces, ruraux comme urbains) tend aussi à masquer les processus de (re)construction ou de réinvestissement. Gruia Badescu souligne les transformations à l'œuvre dans l'aspect et la morphologie de Sarajevo. La construction d'églises orthodoxes et de mosquées devient l'un des marqueurs de la nouvelle ségrégation de la ville et redouble sa division administrative, tandis que les investisseurs étrangers et les agences internationales impriment leur présence dans la ville (rénovation de mosquées par des bailleurs de fonds wahhabites, façade aveugle de l'ambassade des États-Unis, style « international » dans l'architecture de bureau ou de commerce). La contribution d'Ivana Katurić et Mišo Kapetanović souligne néanmoins que les guerres ne constituent pas l'unique facteur de la reconfiguration de l'habiter et de l'habitat : en analysant les changements d'apparence et de fonction de l'habitat depuis l'époque socialiste, les auteurs montrent en effet que si le conflit a eu des effets bien réels sur l'habiter – par exemple avec le développement d'unités d'habitat et de commerce le long des voies de communication importantes dans l'immédiat après-guerre – certaines stratégies telles que l'agrandissement du logement à des fins locatives existent depuis les années 1970 et reflètent les décisions, tolérances et ambiguïtés de l'État yougoslave et de son projet autogestionnaire²².

2.2. EMOTIONS, ESTHÉTIQUES ET POLITIQUES

En mettant en évidence les réactions que suscitent le bâti et les interventions dont il fait l'objet, les auteurs soulignent qu'il y a bien un enjeu à prendre en compte les goûts et les dégoûts d'une part, et les mutations du « sens » d'autre part. Les habitants, et plus largement les acteurs de la (re)construction, expriment ainsi des points de vue souvent très forts vis-à-vis de leur environnement et/ou de sa transformation. I. Katurić et M. Kapetanović consacrent une partie de leur analyse au rejet exprimé par les anciennes élites yougoslaves à l'égard des maisons *na dvije vode*

22. De la sorte, la contribution d'I. Katurić et M. Kapetanović permet d'éviter de « figer » cette dimension autogestionnaire, alors qu'elle a évolué dans le temps. Elle entre en résonance avec des travaux menés ailleurs, comme par exemple ceux de Sasha Tsenkova (2009) qui montrent comment les politiques urbaines en Bulgarie socialiste ont connu au moins trois phases, de la standardisation et du contrôle strict à une « quasi-économie de marché », en passant par des assouplissements des conditions d'accès au logement.

(à toit à double pente) en Republika Srpska depuis la fin des années 1990. Gruia Badescu met de son côté l'accent sur ce qui est vécu comme l'importation d'un « style international » à Sarajevo avec l'émergence de promoteurs privés, ou sur les critiques émises face à l'effacement des décors peints ottomans lors de la rénovation de certaines mosquées. Taïka Baillargeon et Vladana Putnik évoquent ce phénomène comme celui d'une « perte de sens » des anciens bâtiments socialistes.

Pour les habitants, la reconfiguration des modes d'habiter s'accompagne donc d'une redéfinition de l'esthétique, et donc de la signification formelle et politique qui était auparavant conférée au bâti socialiste (habitat, bâtiments institutionnels, édifices mémoriels) voire religieux (mosquées) l'un marqué par le modernisme architectural, l'autre par un style ornemental propre à la région et à l'héritage de l'art votif ottoman.

Dans l'ensemble, les contributeurs appellent aussi à des analyses plus dépassionnées de ces objets. Ainsi Ivana Katuriċ et Mišo Kapetanović rappellent que les chercheurs en architecture et urbanisme ont souvent condamné les édifices qu'ils étudiaient, associés d'emblée à un mauvais goût labellisé comme « balkanique » et rural. Vladana Putnik mentionne, quant à elle, les divergences du sens attribué au geste d'un soldat dans un ensemble statuaire, perçu par la suite comme un signe patriotique serbe. C'est justement l'un des enjeux pour le chercheur travaillant sur l'espace post-yougoslave que d'arriver à objectiver les positionnements et les présupposés parfois très forts qui le lient à son objet d'étude. V. Putnik, qui appelle à la fois à une objectivation nécessaire, s'engage dans le même temps en faveur d'une protection et d'une mise en valeur du patrimoine socialiste yougoslave. Cette posture, que suivent également mais dans une moindre mesure Taïka Baillargeon et Patrick Naef, souligne à quel point la recherche sur l'espace post-yougoslave, même dans un temps plus apaisé que celui des années 1990, ne peut souvent se dissocier pour celui qui la mène d'une forme d'engagement.

2.3. POLITIQUES PUBLIQUES ET RÔLE DE L'ÉTAT

Surtout, les travaux présentés ici font apparaître en creux le rôle et les ambiguïtés, les aspirations et les résistances des nouveaux États successeurs. D'une part, les travaux témoignent de la fragmentation et des incohérences des politiques en matière de patrimoine et d'habitat, comme dans le cas du *Generalštab* à Belgrade (T. Baillargeon) ou de la

gestion de la reconstruction à Sarajevo (G. Badescu). S'ajoutent aussi les difficultés rencontrées par certains acteurs à coopérer ensemble : ce qui est particulièrement sensible en Bosnie-Herzégovine, où la présence de deux entités, alliée à la prolifération des strates administratives, entrave les possibilités d'action sur le bâti et le patrimoine (P. Naef, G. Badescu). Plusieurs auteurs soulignent également les effets d'échelles, notamment avec l'eupéanisation et l'internationalisation des acteurs dans ce domaine. Ainsi la reconstruction à Sarajevo compose avec les décisions d'acteurs institutionnels et privés, qu'il s'agisse de la Commission Européenne ou de fonds d'investissement saoudiens. Le même phénomène se joue au Bunker de Konjic, avec l'attribution d'un label par le Conseil de l'Europe (*idem*) qui estime que l'élaboration d'un regard commun sur le passé peut participer à la réconciliation.

Dans l'ensemble, il apparaît que le *home-making* s'apparente bien souvent à un *nation-building* : l'édification d'une statue dédiée à l'ancien président croate Franjo Tuđman en lieu et place d'un monument à la résistance à Vukovar (P. Naef) comme la multiplication des mosquées dans le centre de Sarajevo (G. Badescu) attestent d'une volonté de transformer l'environnement vécu, principalement urbain, afin de le conformer aux impératifs et aux récits nationaux produits par les nouveaux États. Pour autant, les contributions ici présentes relèvent qu'il ne s'agit pas toujours nécessairement de l'application mécanique de politiques bien définies, mais que les États successeurs expriment parfois implicitement un certain embarras quant à la démarche à adopter, dont les dimensions économiques sont d'ailleurs loin d'être exclues. Qu'il s'agisse de l'attitude ambiguë de l'administration croate après la mort de Tuđman à l'égard du « patrimoine » socialiste documentée par Patrick Naef et Vladana Putnik ou les revirements successifs des différents organismes de conservation pour le Generalštab à Belgrade (T. Baillargeon), il apparaît nettement qu'il n'existe pas toujours de position claire, ni au sein de chaque État successeur, ni à l'échelle de l'espace post-yougoslave. En outre, les interventions sur l'architecture et l'urbain ne se cantonnent pas uniquement à l'État ou à des acteurs internationaux d'une certaine envergure. Des actes anonymes ou revendiqués de vandalisme sur les monuments (G. Badescu, V. Putnik, P. Naef), des initiatives de réappropriation par des artistes (P. Naef) ou l'investissement dans la décoration de façades à vocation résidentielle et commerciale (I. Katurić et M. Kapetanović) nous rappellent aussi que les intervenants, quels qu'ils soient, sont aussi

des habitants, et qu'à travers leurs positionnements se dessine un certain rapport à l'Etat dans lequel ils vivent, à ceux qui le jouxtent et à celui dans lequel ils ont vécu.

2.4. TEMPORALITÉS

Dès lors, les acteurs en présence ne sont pas seulement confrontés à des modes de vie polytopiques (Stock, 2006), comme le souligne justement Gruia Badescu, mais aussi à des chronotopes (Spaskovska, 2014) et à des dimensions multiples de la temporalité (Gilbert *et al.*, 2008) qui excèdent les périodisations dominantes et les agendas politiques, notamment en ce qui concerne les expériences vécues. Cette dimension transparaît dans les textes de ce numéro de diverses manières. Premièrement, l'ensemble des contributions, en revenant sur la période socialiste, montre à quel point celle-ci est constituée de transformations – en particulier dans le domaine de la législation, de l'habitat, de l'architecture ou de l'urbanisme. D'autre part, certains phénomènes ne se cantonnent pas uniquement à un temps politique précis, comme le montre l'ample développement de l'*apartmanisation* sur la côte adriatique, débuté dans les années 1960 et encore dynamique aujourd'hui, ou encore l'inscription des monuments aux morts dans une histoire plus longue, courant tout au long du XIX^e et du XX^e siècle sur le continent européen.

Cette surimposition du passé se manifeste également à travers les multiples usages politiques dont celui-ci fait l'objet : dénégation majoritaire de la période socialiste yougoslave, références à un passé antérieur réel supposé par les États successeurs, politiques patrimoniales et mémorielles, qui cohabitent avec les aspirations à la normalité manifestées par les habitants, en particulier, mais pas seulement, dans le contexte sarajévien. Dès lors, la période socialiste, loin d'être perçue comme un âge d'or, constitue malgré tout une période de référence pour les citoyens post-yougoslaves²³ (G. Badescu) – celle où les institutions, les rapports sociaux et l'accès aux ressources « fonctionnaient » – ce que traduit également l'irruption dans la sphère médiatique et académique de termes décrivant le partage présent d'un fonds commun pas uniquement forgé dans le passé (la yougosphère), et un rapport nostalgique.

23. À noter le doublon sémantique *građanin* qui désigne à la fois le citoyen et le citoyen, articulant ainsi différentes échelles d'appartenance et modes d'habiter.

gique et complexe à l'expérience socialiste (la yougonostalgie), mentionnés notamment par Patrick Naef.

Dans cette optique, il faut donc prendre en compte les aspirations à un meilleur futur – marqué par l'amélioration des conditions de vie et un rapport plus apaisé aux manifestations violentes du passé récent – que les auteurs de ce numéro appellent d'ailleurs de leurs vœux.

BIBLIOGRAPHIE

- ARCHER Rory (2012), "Assessing turbofolk controversies: popular music between the nation and the Balkans," *Southeastern Europe*, Vol.36, n°2, pp.178-207.
- BAILLEUL Hélène & FEILDEL Benoît (2011), « Le sens des mobilités à l'épreuve des identités spatiales : un éclairage par le récit de vie spatialisé et l'herméneutique cartographique », in Sandrine Depeau et Thierry Ramadier (dir.), *Se déplacer pour se situer. Place en jeu, enjeux de classes*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, pp. 25-55.
- BAILLEUL Hélène, FEILDEL Benoît & THIBAUT Serge (2012), « La structure de l'habiter : éléments de connaissances et perspectives pour les sciences du projet », in Brigitte Frelat-Kahn & Olivier Lazzarotti (dir.) *Habiter, vers un nouveau concept ?*, Paris : Armand Colin, pp. 245-262.
- BOATCĂ Manuela & COSTA Sérgio (2010), "Postcolonial sociology: a research agenda," in Manuela Boatcă, Sérgio Costa & Encarna Gutiérrez Rodríguez (Eds.), *Decolonizing European Sociology* London: Ashgate, pp.13-31.
- BOHMAN James (2006), « Théorie critique », in S. Mesure & P. Savidan (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, Paris : PUF.
- BET Ulrich (2006), "Between cross-border cooperation and neocolonialism," in Salvatore Engel Di Mauro (dir.), *The European's Burden: Global Imperialism in EU Expansion*, Bruxelles: Peter Lang, pp.183-207.
- BONFIGLIOLI Chiara (2014), *Gender, Labour and Precarity in the South-East European Periphery : the Case of Textile Workers in Sitp*, Contemporary Southeastern Europe, vol.1, n°2, pp.7-23.
- BURRAWOY Michael & VERDERY, Katherine (1999), *Uncertain transitions Ethnographies of Change in the Postsocialist World*, Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.

- CAILLY Laurent (2009), « Des territorialités aux spatialités : pourquoi changer de concept? », in Martin Vanier (dir.), *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, pp. 151-156.
- CAILLY Laurent & RODOLPHE Dodier (2007), « La diversité des modes d’habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre », *Norois*, vol. 4, n° 205 ; <http://norois.revues.org/1266> [consulté le 21 février 2015].
- ČAPO Jasna, (2014), “Ethnology and Anthropology in Europe. Towards a Trans-National Discipline,” *Cultural Analysis*, n°13, pp.51-76.
- CERTEAU Michel (de), GIARD Luce & MAYOL Pierre (1980), *L’invention du quotidien*, Paris : UGE.
- DOYON Sabrina & BROTHERTON Pierre Sean (2008), « Anthropologie et (post)socialismes: approche de la complexité », *Anthropologie et Société*, vol. 32, n° 1-2, pp. 7-22.
- DROUET Michel (1992), « Autogestion et privatisations en Yougoslavie », *Revue d’études comparatives Est-Ouest*, vol. 23, n° 2-3, pp. 59-104.
- DUDA Igor (2010), *Pronađaeno blagostanje. Svakodnevni život i potrošačka kultura u Hrvatskoj 1970-ih i 1980-ih* [Le bien-être trouvé. Vie quotidienne et culture de la consommation en Croatie pendant les années 1970-1980], Srednja Europa : Zagreb.
- DUMITRU Speranta (2014), « Qu’est-ce que le nationalisme méthodologique ? Essai de typologie », *Raisons politiques*, vol. 2, n° 54, pp. 9-22.
- DURAKOVIĆ Lada & MATOŠEVIĆ Andrea (dir.) (2013), *Socijalizam na klupi. Jugoslavensko društvo očima nove postjugoslavenske humanistike* [Le socialisme en examen. La société yougoslave vue par les nouvelles sciences humaines post-yougoslaves], Pula/Zagreb : Srednja Evropa ; Sveučilište Jurja Dobrile ; Sajem Knjige u Istri.
- EhEA (2008), *Espaces Habités et espaces anticipés : qualification de l’espace*, Rapport de recherche ANR, Tours, UMR CITERES, Université de Tours.
- ERDEI Ildiko (2011), “What’s in the beer? Cultures that interact in brewery privatization,” *Ethnoantropološki problemi*, Vol.6, n°1, pp.57-85.
- ERDEI Ildiko (2009), “Hopes and visions. Business, culture and capacity for imagining local and future in SouthEast Serbia,” *Ethnoantropološki problemi*, Vol.4, n°3, pp.81-102.

- ESCOBAR Arturo (1995), *Encountering development: the making and the unmaking of the Third World*, New York: Princeton university Press.
- FABIAN Johannes (2014), *Time and the other: how the anthropology makes its object*, New York: Columbia University Press.
- GILBERT Andrew, GREENBERG Jessica, HELMS Elissa & JANSEN Stef (2008), "Reconsidering Postsocialism from the Margins of Europe," *Anthropology News*, Vol.49, n°8, pp.10-11.
- GREENBERG Jessica (2011), "On the Road to Normal: Negotiating Agency and State Sovereignty in Postsocialist Serbia," *American Anthropologist* Vol.113, n°1, pp.88-100.
- HANN Chris (2012), "Faltering dialogue? For a doubly rooted cosmopolitan anthropology," *Focaal-Journal of Global and Historical Anthropology*, n°63, pp.39-50.
- HANN Chris (2005), "Postsocialist societies," in James Carrier & Edward Elgar (dir), *A Handbook of Economic Anthropology*, Cheltenham; Northampton: Edward Elgar.
- HANN Chris, HUMPHREY Carolin & VERDERY Karolin (2001), "Introduction: Postsocialism as a Topic of Anthropological Investigation," in Chris Hann (dir.), *Postsocialism: Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia*, Londres; New York: Routledge, pp.1-28.
- HORKHEIMER Max (1972), *Critical Theory*, New York : Seabury Press.
- HÖRSCHELMANN Kathrin & STENNING Alison (2008), "Ethnographies of postsocialist change," *Progress in Human Geography*, Vol.32, n°3, pp.339-361.
- ISIN Engin & RYGIEL Kim (2007), "Abject Spaces. Frontiers, Zones, Camps," in Elizabeth Dauphinee & Cristina Masters (Eds.), *The logics of biopower and the war on terror : living, dying, surviving*, London: Palgrave Macmillan, pp.181-203.
- IVEKOVIC Rada (2007), « Langue coloniale, langue globale, langue locale », *Rue Descartes*, vol. 4, n° 58, pp. 26-36.
- JANSEN Stef (2015), *Yearnings in the Meantime: 'normal lives' and the state in a Sarajevo apartment complex*, Oxford/New York: Berghahn Books.
- JANSEN Stef (2006), "The (dis)comfort of conformism: post-war nationalism and coping with powerlessness in Croatian villages," in Ton Otto, Henrik Thrane & Helle Vandkilde (Eds.), *Warfare and society: archaeological and social anthropological perspectives*, Aarhus: Aarhus University Press, pp.433-446.

- JANSEN Stef (2005), "Who's afraid of white socks? Towards a critical understanding of post-Yugoslav urban self-perceptions," *Ethnologia Balkanica*, Vol.9, pp.151-167.
- JANSEN Stef (1999), "Against Cultural Anaesthesia: Identity, Nationalism and Modernity in Former Yugoslavia," in Thanasis D. Sfikas, Christopher Williams (Eds.), *Nationalism and Ethnicity in East-Central Europe and the Balkans*, Aldershote: Ashgate Publishing, pp.271-293.
- JUDAH Tim (2009), "Yugoslavia is dead: long live the Yugosphere," *LSEE Papers on South Eastern Europe*.
- KOOLBAK Redi & RAILI Marling (2014), "The decolonial challenge: Framing post-socialist Central and Eastern Europe within transnational feminist studies," *European journal of Women's Studies*, Vol.21, n°4, pp.330-343.
- LUSSAULT Michel (2014), « Compétences de Spatialité », *EspacesTemps.net*, <http://www.espacestemp.net/articles/competences-de-spatialite/>.
- MADELAIN Anne (2015), Recension de l'ouvrage de Lada Duraković & Andrea Matošević (dir.) (2013), *op. cit.*, *Critique internationale*, vol. 1, n° 66, pp. 175-178.
- MIGNOLO Walter & TLOSTANOVA Mladina (2009), « Global coloniality and the decolonial option », *Kultur*, vol. 6, pp. 130-147.
- MONOVA Miladina (2015), "We Don't Have Work. We Just Grow a Little Tobacco'. Household Economy and Ritual Effervescence in a Macedonian Town," in Stephen Chris Gudeman & Hann (Eds.), *Economy and Ritual*, Berghahn, s.
- NAUMOVIĆ Slobodan (2006), "On the heaviness of feathers, or what has culture got to do with the failure to establish an organic poultry production in contemporary Serbia," *Etnoantropološki problemi*, Nova serija, Vol.1, pp.103-124.
- NAUMOVIĆ Slobodan (2005), "It's Hard For Chicks to Take to the Sky! Contingency and Culture in the Struggle to Establish an Organic Agro-Business in Contemporary Serbia," *Sociological Problems*, pp. 23-48.
- ÖHLÉN Mats (2013), *The Eastward enlargement of european parties: party adaptation in the light of EU enlargement*, Thèse de doctorat défendue Suède: l'Université d'Örebro.
- PAQUOT Thierry (2007), « Habiter, le propre de l'humain », in Michel Lussault, Thierry Paquot & Chris Younès (dir), *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoires et philosophie*, Paris : La Découverte.

- RACINE Jean-Bernard & Raffestin Claude (1983), « L'espace et la société dans la géographie sociale francophone : pour une approche critique du quotidien », in Jean Paelinck, Alain Salles, *Espace et localisation : la redécouverte de l'espace dans la pensée scientifique en langue française*, Paris : Economica, pp. 304-330.
- RADOVIĆ Srđan (2008), "From centre to periphery and vice versa : the politics of toponyms in the transitional capital," *Glasnik Etnografskog Instituta SANU*, Vol. 56, n°2, pp.53-74.
- RAFFESTIN Claude (1997), « Réinventer l'hospitalité », *Communication*, n° 65, pp. 165-177.
- RIHTMAN-AUGUŠTIN Dunja (2004), *Ethnology, myths and politics. Anthropologizing Croatian ethnology*, Aldershot: Ashgate.
- ROUX Michel (2004), « Bosnie-Herzégovine 2003-2004. L'Union européenne, horizon lointain », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 4, n° 1044, pp. 20-35.
- ROUX Michel (1997), « Frontières, territoires et échanges dans les Balkans dans la perspective de l'intégration européenne », *Territoires en mutation*, n° 2.
- RUPNIK Jacques (2004), « Risques et limites d'un retour du nationalisme en Serbie », *Critique internationale*, vol. 4, n° 25, pp. 29-42.
- SPASIĆ Ivana (2011), "Cosmopolitanism as Discourse and Performance: A View from the Semiperiphery," *Revija za Sociologiju*, Vol.41, n°3, pp.269-290.
- SPASIĆ Ivana (2004), *Sociologije svakodnevnog života* [Sociologies of everyday life], Belgrade : ZUNS.
- SIMIĆ Marina (2006), "Displaying Nationality as Traditional Culture in the Belgrade Ethnographic Museum: Exploration of a Museum Modernity Practice," *Bulletin of the Institute of Ethnography SANU*, Vol.54, pp.305-318.
- SIMIĆ Marina (2009), *'Exit to Europe': state, travel, popular music and 'normal life' in a Serbian town*, Thèse de doctorat soutenue à l'Université de Manchester.
- SIVIGNON Michel (1993), « Du verbe habiter et de son amère actualité », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 68, n° 4, pp. 215-217.
- SPASKOVSKA Ljubica (2014), "The Yugoslav Chronotope - Histories, Memories and the Future of Yugoslav Studies," in Florian Bieber,

Armina Galijas & Rory Archer (dir.), *Debating the Dissolution of Yugoslavia*, London: Ashgate.

STOCK Mathis (2006), « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles », *Espaces Temps.net* ; <http://www.espacestems.net/articles/hypothese-habiter-polytopique/>

STOCK Mathis (2003), « Pratiques des lieux, modes d'habiter, régimes d'habiter : pour une analyse trialogique des dimensions spatiales des sociétés humaines », Note de recherche non publiée, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne ; http://infoscience.epfl.ch/record/113387/files/regime_habiter.pdf [consulté le 12/02/2015].

SUHLAND Jennifer (2011), "Is Postsocialism Transnational?," *Signs*, vol.36, n°4, pp. 837-862.

TLOSTANOVA Mladina (2015), "Can the post-soviet think? On coloniality of knowledge, external imperial and double colonial difference," *Intersections. East European Journal of Society and Politics*, Vol.1, n°2, pp.38-58.

TLOSTANOVA Mladina (2012), "Postsocialist ≠postcolonial? On post-Soviet imaginary and global coloniality," *Journal of postcolonial writing*, vol.48, n°2, pp.130-142.

TLOSTANOVA Mladina (2009), "Towards a decolonization of thinking and knowledge: a few reflections from the World of imperial difference," <https://antville.org>

TODOROVA Maria (2011), *Imaginaire des Balkans*, Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

TSENKOVA Sasha (2009), *Housing Policy Reforms in Post Socialist Europe. Lost in transition*, Heidelberg: Springer Verlag.

VASSART Sabine (2002), « Habiter », *Pensée plurielle*, vol. 2, n° 12, pp. 9-19.

Articles de presse

BILEFSKY DAN (2013), "SERBIA AND KOSOVO REACH AGREEMENT ON POWER-SHARING," *THE NEW YORK TIMES*, 19.04 ; <http://www.nytimes.com/2013/04/20/world/europe/serbia-and-kosovo-reach-milestone-deal.html> [CONSULTÉ LE 15/06/2015].

DÉRENS Jean-Arnaud (2012), « Yougonostalgie : se tourner vers le passé pour mieux affronter le present? », *Le Courrier des Balkans* ; <http://bal->

kans.courriers.info/spip.php?page=dossier&id_article=17580 [consulté le 15/03/2015].

Le Monde (2013), « La Croatie célèbre son entrée dans l'UE. » *Le Monde*, 30.06 ; http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/06/30/la-croatie-fait-son-entree-dans-l-ue_3439141_3214.html [consulté le 19/06/2015].

Libération (2015), « L'Otan et l'UE inquiets après des affrontements qui ont fait 22 morts en Macédoine. », 09.05 ; http://www.liberation.fr/monde/2015/05/09/la-macedoine-secouee-par-des-incidents-armes-a-sa-frontiere-avec-le-kosovo_1302506 [consulté le 21/06/2015].